

Continuerlalutte.com

Les partis politiques sur le web

*sous la direction de
Fabienne Greffet*



Continuerlalutte.com

Domaine **Fait** politique

Dirigé par Pascal Perrineau et Janine Mossuz-Lavau

La Turquie en Europe
L'opinion des Européens et des Turcs
Bruno Cautrès et Nicolas Monceau
Collection Académique
2011 / ISBN 978-2-7246-1209-7

La République en quête de citoyens
Les Républicains français face au bonapartisme rural (1848-1880)
Chloé Gaboriaux
Collection Académique
2010 / ISBN 978-2-7246-1179-3

Penser le politique
Enjeux et défis contemporains
Astrid von Busekist
Collection Manuels
2010 / ISBN 978-2-7246-1180-9

Favoritisme et corruption à la française
Petits arrangements avec la probité
Pierre Lascoumes (dir.)
Collection Académique
2010 / ISBN 978-2-7246-1177-9

Les Mondes agricoles en politique
Bertrand Hervieu, Nonna Mayer, Pierre Muller, François Purseigle,
Jacques Rémy (dir.)
Collection Académique
2010 / ISBN 978-2-7246-1164-9

Continuerlalutte.com

Les partis politiques sur le web

sous la direction de Fabienne Greffet

fabienne.greffet@univ-nancy2.fr

Catalogage Électre-Bibliographie (avec le concours de la Bibliothèque de Sciences Po)
Continuerlalutte.com – Les partis politiques sur le web / Fabienne Greffet (dir.). – Paris :
Presses de Sciences Po, 2011.
ISBN 978-2-7246-1217-2

RAMEAU :

- Internet : Aspect politique
- Internet dans les campagnes électorales
- Communication en politique
- Partis politiques : Ressources Internet : France

DEWEY :

- 324 : Le processus politique

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée).

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	11
ONT CONTRIBUÉ À CET OUVRAGE	13
<i>Introduction</i> / LE WEB, ESPACE DE LUTTES PARTISANES	15
<i>Fabienne Greffet</i>	
Le web, espace hostile aux partis politiques ?	16
Des partis politiques pourtant implantés sur le web	19
Les luttes politiques en ligne : des ressources et des modalités différenciées	28
Des net-activistes pour des cyber-partis	31
Partis et internet : comment se continue la lutte.com	34
I - L'EXTENSION DE LA LUTTE ÉLECTORALE	
<hr/>	
<i>Chapitre 1</i> / L'INTERNET OU L'ESPACE DES POSSIBLES	
LES CAMPAGNES FRANÇAISES EN LIGNE DEPUIS 2007	41
<i>Fabienne Greffet et Thierry Vedel</i>	
La diversification de l'espace politique en ligne	41
Internet et les formes du débat électoral	48
À la recherche d'un public	52
Conclusion	56
<i>Chapitre 2</i> / L'ÉLECTION À L'ÈRE D'INTERNET	
PERSONNALISATION, <i>EGO-ISATION</i> ET DÉSACRALISATION DES RITUELS POLITIQUES	59
<i>Marc Abélès</i>	
L'élection présidentielle comme un rituel politique	59
La politique en mutation	62
L'internet en campagne, ou la démocratie des ego	67
Conclusion	70

Chapitre 3 / ESQUISSE DE GÉOGRAPHIE DE LA BLOGOSPHERE POLITIQUE (2007-2009)	73
<i>Dominique Cardon, Guilhem Fouetillou, Clémence Lerondeau et Christophe Prieur</i>	
Méthodes d'indexation et de cartographie	74
La « blogopole » française	76
La « blogeosis » du territoire Actu et opinions	85
Topologie des liens en fonction du capital politique des sites et blogs	87
Le travail politique de la mise en conversation	92
Conclusion	94
Chapitre 4 / LES SITES INTERNET DES DÉPUTÉS, TERRAINS ANNEXES DE LUTTE PARTISANE	95
<i>Anne-Laure Nicot</i>	
Des instruments de communication électorale limités	97
Des instruments au service de la fonction parlementaire	100
Conclusion	105

II - LES ENJEUX DE LA LUTTE PARTISANE SUR LE WEB

Chapitre 5 / RENOUELER LE PARTI ?	
LES STRATÉGIES DE CAMPAGNES ET D'ORGANISATION EN LIGNE DES PARTIS BRITANNIQUES	109
<i>Rachel K. Gibson et Stephen J. Ward</i>	
La politique britannique sur le net	109
L'arène inter-partisane : les campagnes en ligne au Royaume-Uni	112
L'arène intra-partisane : un changement organisationnel des partis ?	118
Conclusion	122
Chapitre 6 / LA VOIX DES OUTSIDERS ?	
INTERNET DANS LES PARTIS POLITIQUES AMÉRICAINS	125
<i>François Vergniolle de Chantal</i>	
Les étapes du développement de l'internet politique aux États-Unis	126

	Une rationalisation de la vie électorale	134
	Conclusion	136
Chapitre 7 /	UN PARTI « VIRTUEL » ?	
	LE FRONT NATIONAL AU PRISME DE SON SITE INTERNET	139
	<i>Alexandre Dézé</i>	
	Une ressource promotionnelle centrale	140
	Un instrument de conformation partisane	145
	Un outil d'entretien de la fiction partisane frontiste	148
	Conclusion	151
Chapitre 8 /	EXPLORER LA PLANÈTE ROUGE	
	LA TOILE, LIEU D'IDENTITÉ ET DE MÉMOIRE COMMUNISTE	153
	<i>Dominique Andolfatto</i>	
	Une cartographie de l'internet « rouge »	155
	L'internet comme lieu de mémoire	158
	Regard sur deux blogs : la confirmation d'un communisme « identitaire »	160
	Conclusion	164
 III - LA LUTTE MILITANTE EN LIGNE ET HORS LIGNE		
Chapitre 9	« MADE IN INTERNET »	
	LES ADHÉRENTS DU PARTI SOCIALISTE	167
	<i>Thierry Barboni, Djamel Mermat et Éric Treille</i>	
	L'invention de l'e-adhérent socialiste	169
	Le Rubicon de la participation physique	177
	Conclusion	183
Chapitre 10 /	APPROPRIATIONS D'INTERNET ET TRAJECTOIRES MILITANTES « DANS » ET « EN DEHORS » DE L'UMP	187
	<i>Lucie Bargel et Anne-Sophie Petitfils</i>	
	Du virtuel au réel : la mobilisation de blogueurs par l'UMP	188
	Du réel au virtuel : Segostop « ne vend pas du Nicolas Sarkozy, on contre du Ségolène Royal »	194
	Conclusion	199

<i>Chapitre 11</i> / LE WEB, MIROIR DES CULTURES DES ORGANISATIONS JUVÉNILES DE « DROITE » EN ITALIE	201
<i>Stéphanie Dechézelles</i>	
Alleanza nazionale : le web au service d'un engagement total	204
Le site identitaire des jeunes de la Lega Nord	207
Forza Italia : le tout-communicationnel	209
Des ressources numériques différentes	212
Conclusion	213
 <i>Chapitre 12</i> / LE WEB PARTISAN DANS UNE VILLE MOYENNE	
UNE RESSOURCE D'USAGE LIMITÉ	215
<i>Nicolas Bué</i>	
Une ressource faiblement saisie par les acteurs partisans	217
Analyse configurationnelle des usages partisans locaux du web	222
Conclusion	229
 IV - LA DISCUSSION CITOYENNE, EXPRESSIVITÉ OU ARME POLITIQUE ?	
<hr/>	
 <i>Chapitre 13</i> / LES OUTILS EN LIGNE DE SÉGOÛÈNE ROYAL ET DOMINIQUE STRAUSS-KAHN DURANT LA PRÉCAMPAGNE DE 2007	
QUELLE PARTICIPATION POUR QUEL MILITANTISME ?	233
<i>Franck Bousquet</i>	
Un impératif participatif...	234
Des sites renouvelant la participation politique ?	238
Conclusion	246
 <i>Chapitre 14</i> / POLÉMIQUE OU DÉLIBÉRATION ?	
LES USAGES DES FORUMS PARTISANS DURANT LA CAMPAGNE DE 2007	249
<i>Nicolas Desquinabo</i>	
Architectures des forums partisans	250
Participation aux forums durant la campagne	254

Caractéristiques interactionnelles et discursives des débats	256
Conclusion	263
<i>Chapitre 15</i> / LE FORUM, ESPACE AMBIGU DE LA COMMUNICATION DU PARTI	267
<i>Gersende Blanchard</i>	
Le forum : un espace de renforcement de la communication du parti	269
Le forum : un espace de dissonance pour la communication du parti	275
Conclusion	279
<i>Conclusion</i> / L'INTERNET, CONTINUATION DE LA (SCIENCE) POLITIQUE SOUS D'AUTRES FORMES	281
<i>Thierry Vedel</i>	
L'internet comme objet politique et objet de science politique	281
Cinq enseignements sur l'internet politique français	286
Des pistes de recherche pour l'avenir	289
BIBLIOGRAPHIE	295

Remerciements

Cet ouvrage est l'aboutissement d'un travail d'équipe et a bénéficié de l'appui de plusieurs institutions et collègues. Le projet est né lors d'un colloque organisé en 2007 par l'Institut de recherches sur l'évolution de la nation et l'État (Irenee) et l'Université Nancy-2, avec le soutien de la région Lorraine ; ils ont donné sa chance à un objet de recherche encore émergent dans le monde francophone. Des partenariats avec le réseau Démocratie électronique (DEL) du CNRS, placé sous la responsabilité scientifique de Gérard Loiseau, et le Groupe d'études des organisations et des partis politiques (GEOPP) de l'Association française de science politique, animé par Hélène Combes et Julien Fretel, ont permis de faire connaître cette initiative. Les membres du conseil scientifique du colloque – Christophe Bouillaud, Hélène Combes, Béatrice Fleury-Vilatte, Jacques Gerstlé, Rémi Lefebvre, Laurence Monnoyer-Smith, Paul G. Nixon, Viviane Serfaty, Thierry Vedel – ont sélectionné les recherches exposées et ainsi contribué à établir un panorama des connaissances sur les usages d'internet au sein des partis politiques.

Par la suite, Nonna Mayer, Edmond Préteceille et Janine Mossuz-Lavau, directeurs de domaines aux Presses de Sciences Po, ont participé à l'amélioration et la consolidation de l'entreprise initiale. La rédaction s'est également accompagnée d'échanges fructueux avec les membres du réseau DEL, particulièrement Gersende Blanchard, Olivier Mauco et Stéphanie Wojcik. Elle a bénéficié de discussions avec Bruno Villalba, Stephen J. Ward et l'ensemble des collègues du groupe Internet & Politics de l'ECPR, ainsi qu'avec des chercheurs de la Maison des sciences de l'homme (MSH)-Lorraine et du Centre de recherches sur les médiations (CREM) de l'Université Paul Verlaine de Metz, particulièrement Arnaud Mercier. Marjorie de Bortoli et Ludivine Starck, ingénieures à l'Irenee, ont assuré la logistique et une partie de la mise en forme finale.

Les sources internet mobilisées proviennent notamment du projet « Formation du jugement politique » de l'équipe Pacte-CNRS de Grenoble, mené en 2007-2008 sous la direction de Bernard Denni ;

la mise en œuvre de l'archivage des sites a été assurée avec persévérance par Annie-Claude Salomon. Un fonds complémentaire a été mis à disposition par la Bibliothèque nationale de France à travers son service du dépôt légal numérique, dirigé par Gildas Illien. Le département Media & Communication de la London School of Economics and Political Science, qui a accueilli la coordinatrice de l'ouvrage pour un semestre en 2008-2009, a ouvert ses ressources bibliographiques anglophones. Enfin, le Centre pour l'étude de la citoyenneté démocratique, des universités québécoises Concordia, McGill, de Montréal et Laval, a offert un espace de discussion pour une première version de l'ouvrage, au printemps 2010, sur une initiative de Frédéric Bastien et Thierry Giasson.

Outre les personnes dont les contributions sont ici rassemblées, Fabienne Greffet remercie ses proches, compagnon, famille et ami(e)s, pour avoir créé les conditions favorables à l'aboutissement de ce projet.

Ont contribué à cet ouvrage

Marc ABÉLÈS, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), directeur de l'Institut interdisciplinaire d'anthropologie du contemporain (IICC)-Paris.

Dominique ANDOLFATTO, maître de conférences en science politique à l'Université Nancy-2, Institut de recherches sur la nation et l'État (Irenee)-Nancy, chercheur associé à Pacte-Grenoble.

Thierry BARBONI, docteur en science politique, membre associé du Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP)-Paris-1.

Lucie BARGEL, maître de conférences à l'Université de Nice, Équipe de recherche sur les mutations de l'Europe et de ses sociétés (Ermes)-Nice.

Gersende BLANCHARD, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'Université Lille-3, Groupe d'études et de recherche interdisciplinaire en information et communication (Geriico)-Lille.

Franck BOUSQUET, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'Université Toulouse-3, Laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales (Lerass)-Toulouse.

Nicolas BUÉ, maître de conférences en science politique à l'Université de Nice, Équipe de recherche sur les mutations de l'Europe et de ses sociétés (Ermes)-Nice.

Dominique CARDON, sociologue au Laboratoire des usages de France Télécom R&D, chercheur associé au Centre d'étude des mouvements sociaux (CEMS)-EHESS Paris.

Stéphanie DECHÉZELLES, maître de conférences en science politique à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, Croyance, histoire, espace, régulation politique et administrative (Cherpa)-Aix en Provence.

Nicolas DESQUINABO, docteur en sciences de l'information et de la communication, Université Sorbonne nouvelle-Paris-3.

Alexandre DÉZÉ, maître de conférences en science politique à l'Université de Montpellier-1, Centre d'études politiques de l'Europe latine (Cepel)-Montpellier.

Guilhem FOUETILLOU, directeur scientifique et cofondateur de Linkfluence.

Rachel K. GIBSON, professeure de science politique à l'Université de Manchester.

Fabienne GREFFET, maître de conférences en science politique à l'Université Nancy-2, Institut de recherches sur la nation et l'État (Irenee)-Nancy, chercheur associé à Pacte-Grenoble.

Clémence LERONDEAU, chargée d'étude à Linkfluence.

Djamel MERMAT, docteur en science politique, Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (Ceraps)-Lille.

Anne-Laure NICOT, docteure en science politique, UMR Triangle-Lyon.

Anne-Sophie PETTIFILS, doctorante en science politique à l'Université Lille-2, Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (Ceraps)-Lille.

Christophe PRIEUR, maître de conférences en informatique à l'Université Paris-7, Laboratoire d'informatique algorithmique : fondements et applications (Liafa)-Paris.

Éric TREILLE, docteur en science politique, chercheur associé au Centre de recherches sur l'action politique en Europe (Crape)-Rennes.

Thierry VEDEL, chargé de recherches, Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof)-Paris.

François VERGNOLLE DE CHANTAL, maître de conférences à l'Université de Bourgogne, Centre de recherche et de documentation sur les Amériques (Creda)-Paris.

Stephen J. WARD, enseignant-chercheur en science politique à l'Université de Salford, chercheur associé à l'Oxford Internet Institute.

Introduction / LE WEB, ESPACE DE LUTTES PARTISANES

Fabienne Greffet

Les usages d'internet¹ se sont fortement développés et diversifiés en Europe, avec plus de 60 % de la population utilisatrice, que ce soit pour des échanges par e-mail, des recherches d'informations, des achats ou des relations sociales en ligne. Selon Eurostat, 65 % des Européens déclaraient en 2010 se connecter au moins une fois par semaine à internet, contre 51 % en 2007.

Internet a également fait son entrée dans le domaine politique depuis les années 1990 et, pour ce qui concerne la France, de façon intense lors des campagnes sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe (TCE) de 2005 et lors de l'élection présidentielle de 2007. Les recherches de ces dernières années ont permis de mieux connaître les campagnes en ligne, les blogueurs politiques, les enjeux du vote électronique. Dans les pays anglo-saxons, les usages des technologies pour la participation et la mobilisation politiques suscitent encore davantage l'attention des chercheurs², renforcée à l'occasion de la dernière campagne présidentielle américaine et l'élection de Barack Obama fin 2008. Parmi les acteurs politiques présents sur la toile figurent en bonne place non seulement les candidats aux élections, mais aussi les organisations sur lesquelles la plupart d'entre eux s'appuient : les partis politiques³. Les luttes partisans se

1. Nous nous situons ici dans la perspective de l'ouvrage d'André Vitalis (dir.), *Médias et nouvelles technologies, pour une socio-politique des usages*, Paris, Apogée, 1994. L'usage y apparaît comme la résultante d'une logique technique – qui définit le champ des possibles –, d'une logique économique – qui détermine les utilisations rentables – et d'une logique sociale, celle des contraintes, besoins et désirs de l'utilisateur.

2. En témoigne la somme proposée par Andrew Chadwick et Philip Howard (eds), *Handbook of Internet Politics*, Londres, Routledge, 2008.

3. On n'abordera pas dans le cadre de cet ouvrage l'immense débat, bien balisé par la science politique, sur les définitions de ces organisations en lutte pour le pouvoir que sont les partis politiques. Pour une vue d'ensemble, cf. Michel Offerlé, *Les Partis politiques*, Paris, Presses universitaires de France, 1987. On retiendra simplement que les partis politiques sont ici

poursuivent et se réinventent sur les listes électroniques de diffusion et de discussion, les blogs ou dans les réseaux sociaux en ligne. Des adaptations à l'outil internet s'opèrent, en lien avec des phénomènes observés hors ligne tels que les mutations du militantisme, la professionnalisation des campagnes électorales ou la tendance à la « cartellisation », c'est-à-dire à une transformation des partis en « agences » semi-publiques au service de l'État⁴. Ce livre montre comment de nouvelles pratiques de mobilisation et d'expression partisans émergent dans les espaces ouverts sur internet. Alors que la toile pouvait sembler, par son origine et son histoire, peu susceptible d'accueillir des organisations structurées et hiérarchisées, elle est désormais largement investie ; et le développement d'internet interroge et accompagne les transformations des organisations partisans elles-mêmes.

Le web, espace hostile aux partis politiques ?

Si internet est un espace d'expression supplémentaire à investir, il ne constitue pas un lieu où les partis politiques sont d'emblée attendus et bienvenus. Le réseau des réseaux était conçu à l'origine, par exemple dans la littérature soutenant « l'imaginaire d'internet »⁵, comme un lieu alternatif, non soumis aux règles de l'État et de la représentation politique, propice à des formes de participation individualisées, en dehors d'organisations institutionnalisées. L'essor des blogs, des discussions politiques en ligne et, plus généralement, des phénomènes d'autopublication⁶ témoigne de ces appropriations personnelles et de l'invention de médiations apparemment étrangères à tout processus de délégation politique. En lien avec ces pratiques allait naître – à travers diverses expérimentations, comme la réalisation de vidéos ou les

considérés comme des organisations suffisamment stabilisées pour produire des discours et mener en nom collectif des actions, particulièrement en matière de communication. En même temps, ils s'appuient sur ce que Frédéric Sawicki a appelé des « milieux partisans ». A ce titre, ils valent d'être étudiés en tant qu'espaces d'interaction investis par des acteurs et des groupes ayant des préoccupations, des aspirations et des intérêts divers.

4. *Pour des analyses récentes, cf. Florence Haegel (dir.), Partis politiques et système partisan en France, Paris, Presses de Sciences Po, 2007 ; et plus spécifiquement sur la thèse de la « cartellisation », Yohann Aucaute et Alexandre Dézé (dir.), Les Systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.*

5. *Patrice Flichy, L'Imaginaire d'internet, Paris, La Découverte, 2001. Voir chapitre 7 « La fin du politique », p. 195-223.*

6. *Laurence Allard, « Express yourself 2.0! Blogs, podcasts, fansubbing, mashups : de quelques agrégats technoculturels à l'âge de l'expressivisme généralisé », 2005, texte publié en ligne : www.freescape.eu.org.*

rassemblements coordonnés par téléphone portable – un « internet militant », notamment caractérisé par l'autonomie des acteurs, leur capacité à produire de l'information, des analyses et des réflexions ; les « néomilitants » d'internet se retrouveraient dans des modalités de mobilisation souples, décentralisées, en réseaux ⁷.

Internet, une menace pour les partis politiques ?

Dans un contexte de désaffection à l'égard des partis ⁸, évaluée par différents indicateurs tels que la faible confiance qu'ils suscitent, la baisse tendancielle du nombre d'adhérents en Europe ou la multiplication de groupes d'intérêts susceptibles de les concurrencer au niveau national comme européen, internet pourrait apparaître davantage comme une menace supplémentaire pour leur survie que comme un territoire à conquérir. Selon Pierre Rosanvallon, l'outil internet serait particulièrement adapté aux fonctions de vigilance, de dénonciation et de notation des différents mouvements « contre-démocratiques », c'est-à-dire à cet enchevêtrement de forces, de mécanismes et d'acteurs, pour l'essentiel issus de la société civile, manifestant les engagements et l'exigence du bien commun face à des mandataires de la représentation nationale parfois oublieux des idéaux qu'ils sont supposés servir. Internet pourrait ainsi favoriser la création d'interactions et incarner « un espace généralisé de veille et d'évaluation du monde ⁹ ». Il serait susceptible d'être utilisé par des « citoyens vigilants », éventuellement constitués en groupes d'intérêts, dont le débouché politique ne réside pas dans les organisations en concurrence pour l'exercice du pouvoir.

Internet, outil d'une démocratie sans partis politiques ?

Cette thèse fait écho simultanément aux espoirs suscités par la diffusion de l'idée de « démocratie électronique » et à l'homologie

7. Cf. Fabien Granjon, *L'Internet militant. Mouvement social et usages des réseaux télématiques*, Rennes, Apogée, 2001 ; Olivier Blondeau (avec la collaboration de Laurence Allard), *Devenir media. L'activisme sur internet, entre défection et expérimentation*, Paris, éditions Amsterdam, 2007, p. 45 ; Dominique Cardon, *La Démocratie internet. Promesses et limites*, Paris, Seuil/*La République des idées*, 2010.

8. Cf. Russel J. Dalton et Martin P. Wattenberg (eds), *Parties Without Partisans. Political Change in Advanced Industrialized Democracies*, Oxford, Oxford University Press, 2000 ; Richard S. Katz et William Crott, *Handbook of Party Politics*, Londres, Sage, 2006.

9. Pierre Rosanvallon, *La Contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil, 2006, p. 75.

supposée entre le caractère réticulaire de mouvements sociaux et les spécificités du support internet. Comme le montre Thierry Vedel¹⁰, l'idée de démocratie électronique n'est pas nouvelle : d'abord dominée, au sortir de la seconde guerre mondiale, par la perspective d'un gouvernement par la technique, elle sera marquée dans les années 1970 par le développement de la télévision câblée et l'espoir de communautés locales revitalisées, avant d'être investie – du fait du développement d'internet – comme voie potentielle de refondation du politique. Dans cette dernière conception, la figure d'un citoyen actif et impliqué apparaît centrale, à travers les questions de la libre circulation de l'information et de l'émergence de cyberespaces de discussion, et le renouvellement des formes de l'association du public à la prise de décision¹¹. De même, le vote électronique est présenté comme un « progrès » de la citoyenneté et réactive le mythe d'une démocratie purifiée, même s'il revient à confier à des techniciens et à des machines des prérogatives qui revenaient auparavant aux citoyens¹².

L'idée d'une « politique participative » médiatisée par internet semble rendre secondaires les médiations politiques, y compris les partis. Il s'agit plutôt d'opérer des choix individuels, comme le ferait un consommateur sur un marché, le citoyen et le consommateur convergeant dans un individu souverain invité à émettre des avis. Ainsi, internet incarnerait une démocratie décentralisée, marquée par la multiplication des formes de coopération et de participation de citoyens actifs et critiques, peu enclins à s'affilier à une organisation partisane. Les instances de représentation institutionnalisées apparaissent dès lors inefficaces pour répondre à la demande de « citoyenneté démocratique », de participation à la délibération et à la décision publiques ; d'où la proposition de Jay Blumler et Stephen Coleman, par exemple, de refonder l'espace public en prenant en considération sa médiatisation et les potentialités d'internet¹³.

10. Thierry Vedel, « L'idée de démocratie électronique. Origines, visions, questions », dans Pascal Perrineau (dir.), *Le Désenchantement démocratique, La Tour d'Aigues, éditions de l'Aube, 2003, p. 243-266.*

11. *L'aspiration à l'association des citoyens à la décision publique n'est pas limitée à la sphère d'internet.* Cf. Loïc Blondiaux et Yves Sintomer, « L'impératif délibératif », *Politix*, 15 (57), 2002, p. 17-32 ; Martine Revel, Cécile Blatrix, Loïc Blondiaux, Jean-Michel Fourniau, Bertrand Hériard-Dubreuil et Rémi Lefebvre (dir.), *Le Débat public : une expérience française de démocratie participative, Paris, La Découverte, 2007.*

12. Nathalie Dompnier, « Les machines à voter à l'essai. Notes sur le mythe de la modernisation démocratique », *Genèses*, 49, 2002, p. 69-88.

13. Jay Blumler et Stephen Coleman, *The Internet and Democratic Citizenship : Theory, Practice and Policy, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.*

Parallèlement, les recherches soulignent la capacité des mouvements sociaux à fonctionner de façon horizontale et à utiliser internet comme outil de diffusion d'information et de mobilisation¹⁴. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) facilitent pour certaines organisations les actions transnationales, par exemple dans les mobilisations contre les pratiques de firmes ou pour les droits des transsexuels. Fabien Granjon évoque même des « affinités structurelles » entre internet et mouvement altermondialiste¹⁵. Cette facilité d'appropriation en termes de circulation d'information, de décentralisation ou de constitution de listes de débats semble cependant liée, au moins dans le cas de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC), aux spécificités sociopolitiques des militants, et en particulier à leur exigence en matière de démocratie et à leur méfiance à l'égard du principe de délégation.

A *contrario*, les partis politiques peuvent être perçus comme manifestant « des difficultés, jusqu'à présent assez insurmontables, pour s'approprier non seulement les outils, mais surtout les représentations sous-jacentes au réseau, incompatibles avec la problématique de la prise de parole au sein d'une organisation centralisée¹⁶ ». Selon Olivier Blondeau et Laurence Allard, l'incapacité à se saisir d'internet à l'intérieur des partis constituerait un symptôme de la difficulté à mettre en question les modes de fonctionnement antérieurs et d'une conception trop restreinte de la subjectivité militante.

Des partis politiques pourtant implantés sur le web

Cependant, l'hypothèse d'une difficulté à se saisir d'internet au sein des partis politiques n'a rien d'évident. Même si les modalités d'appropriation de l'outil ne correspondent peut-être pas à ce qui est observé dans d'autres groupements ou à des perceptions par trop normatives de ce que pourraient générer les technologies en matière politique, les

14. Franck Webster (ed.), *Culture and Politics in the Information Age. A New Politics?*, Londres, Routledge, 2001 ; Martha McCaughey et Michael D. Yers (eds), *Cyberactivism. Online Activism in Theory and Practice*, New York (N.Y.), Routledge, 2003 ; Wim van de Donk, Brian Loader, Paul G. Nixon et Dieter Rucht (eds), *Cyberprotest. New Media, Citizens and Social Movements*, Londres, Routledge, 2004.

15. Fabien Granjon, « Mouvement "anti-mondialisation" et dispositifs de communication sur réseaux », colloque Bagues, globalisme et pluralisme, Montréal, 2002, disponible en ligne : www.er.uqam.ca, p. 5.

16. Olivier Blondeau et Laurence Allard, *Devenir media*, op. cit., p. 45.

usages d'internet dans les organisations partisans s'avèrent en effet denses et divers, comme cet ouvrage s'attache à le montrer. On peut également contester le fait que les logiques réticulaires seraient nouvelles ou a-partisanes : historiquement, des réseaux de soutien se sont créés à l'intérieur et en dehors des partis, en relation avec les spécificités des territoires locaux. Des réseaux se sont développés, pour les différentes organisations, au-delà des frontières, par exemple à travers les internationales ou la création de partis au niveau européen, même si ces derniers ont des difficultés à véritablement exister. Les formes de militantisme ne sont pas toujours aussi nouvelles qu'on pourrait le croire¹⁷, et les organisations s'adaptent et subissent des transformations : elles se tournent davantage vers leurs adhérents, dans une logique de démocratie directe. Certaines pratiques empruntent aux répertoires d'action et pratiques des mouvements sociaux, avec par exemple une multiplication des consultations auprès des adhérents, voire sympathisants. D'autre part, les phénomènes de multi-positionnements des militant(e)s à un moment donné ou de « carrières militantes¹⁸ » comportant des appartenances successives – tantôt partisans et tantôt non partisans – invitent à ne pas opposer les partis – trop souvent considérés comme centralisés, immobiles et sclérosés, peu enclins à se « moderniser » – à des formes de mobilisations moins institutionnalisées. Nous le montrons sous divers angles dans cet ouvrage, les potentialités d'internet en matière de participation, de mobilisation ou d'expression citoyennes sont aujourd'hui adaptées et investies à l'intérieur des partis politiques.

Des partis visibles

Plusieurs indices attestent ce qu'Andrew Chadwick qualifie « d'hybridité organisationnelle », autrement dit une diversification des modalités de mobilisation par l'usage des techniques, au sein des partis politiques comme des mouvements sociaux¹⁹. Les récentes

17. Lilian Mathieu, « Un "nouveau militantisme" ? À propos de quelques idées reçues », Contre temps, octobre 2008, article disponible en ligne : contretemps.eu.

18. Jacques Ion, *La Fin des militants ?*, Paris, éditions de l'Atelier, 1997 ; Olivier Fillieule, « Post-scriptum : propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001, p. 199-215.

19. Andrew Chadwick, « Digital Network Repertoires and Organizational Hybridity », *Political Communication*, 24 (3), 2007, p. 283-301.